

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM

route de la Charité
BP 44
18390 Saint-Germain-Du-Puy

Références : -
Code AIOT : 0010005633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM implanté Route de la charité 18390 Saint-Germain-du-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM
- Route de la charité 18390 Saint-Germain-du-Puy
- Code AIOT : 0010005633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de produits combustibles (rubrique 1510) constitué de 5 cellules.
Le site est à ce jour autorisé par arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 (autorisation comprenant par ailleurs des stockages frigorifiques, stockages de carburants, produits aérosols, inflammables...)

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Fluides frigos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Mesure périodique	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 9.2.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Conduits de rejets et installation raccordées	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3.1.4.2 et 3.1.4.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3.1.4.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétention	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	/	Sans objet
8	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/08/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un réseau d'extinction automatique, faisant office de détection automatique d'incendie conformément à la règle R1 de l'APCAD, protégeant l'ensemble des locaux et adaptés aux produits stockés (les têtes de sprinkler étant thermofusibles). Ce réseau dispose d'une nappe sous toiture et est alimenté par deux cuves de 500 m³. Le démarrage du réseau

- d'extinction est assuré par deux groupes motopompes, l'un au diesel, l'autre électrique ;
- des robinets d'incendie armés conformes à la règle R5 de l'APSAD. Ces RIA en nombre suffisant sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Ils sont vérifiés annuellement et maintenus en bon fonctionnement ;
- [...]
- 18 canons à eau délivrant $120 \text{ m}^3 \cdot \text{h}^{-1}$ unitaires sont implantés le long des façades du bâtiment de telle sorte que les tiers situés près de l'établissement ne soient pas impactés par les zones de flux thermiques générés par un incendie. Des essais de fonctionnement des canons sont périodiquement réalisés par l'exploitant et sont formalisés dans un registre dédié à cet effet, de même que les opérations de maintenance réalisées sur ces derniers ;
- [...]

Constats :

Constat de l'inspection du 08/08/2024: l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'existence, la nature et les performances de l'ensemble des moyens de défense incendie présents sur le site.

Le 16/09/2024, en réponse au constat, l'exploitant a fourni des fiches et documents techniques concernant RIA et sprinklage qui ont permis de satisfaire partiellement au constat étant donné que des éléments complémentaires étaient attendus concernant les canons à eau.

Lors de la visite du 02/10/2025, l'exploitant précise qu'une révision des canons à eau a été réalisée suite au constat de plusieurs défauts sur ces installations (moteur du groupe motopompe notamment) et qu'un essai sera réalisé le 29/10/2025 permettant de justifier qu'il est de nouveau fonctionnel. *L'exploitant fournira le rapport de réalisation de l'essai.*

Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon fonctionnement des canons à eau présents sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont stockées sur l'aire de rétention présente au niveau des cours à camions « réception » et « expédition ». Cette aire est étanche aux produits collectés et le volume de rétention disponible est de 3 700 m³.</p> <p>L'isolement des réseaux d'assainissement est réalisé conformément aux dispositions de l'article 4.2.4.2.</p> <p>Avant élimination au milieu naturel, l'exploitant s'assure que les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont respectés.</p> <p>L'aire de rétention précitée est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que la quantité d'eaux pluviales de ruissellement des zones de voiries et de stationnement rejetée dans le réseau d'eaux pluviales communal soit limitée à 790 l/s (étranglement de l'exutoire de rejet,...).»</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 08/08/2024 : les modalités de gestion des eaux polluées ne sont pas connues du personnel présent sur site.</p> <p>Le 16/09/2024, en réponse au constat, l'exploitant a fourni des éléments justificatifs : plan, procédure de gestion des eaux incendie et polluées, informations système TELESTOP. Cela permet de clore le constat.</p> <p>L'exploitant note toutefois que le système TELESTOP n'était plus fonctionnel et que l'exploitant a dû le faire réparer.</p> <p>Lors de la visite du 02/10/2025 l'inspection constate l'absence de défaut (diode éteinte) sur le dispositif.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>

Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité, contrôle et entretien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 08/08/2024: L'exhaustivité des contrôles des moyens d'intervention n'a pas pu être justifiée par l'exploitant lors de l'inspection. Il est constaté que certains sont manquants.</p> <p>En réponse au constat, l'exploitant a fourni des rapports de contrôle le 16/09/2024. Il précise que les non-conformités sont en cours de traitement et que les justificatifs de correction seront apportés ultérieurement. Par ailleurs il précise que l'intégralité des portes coupes feux ont été ajoutées à la liste des contrôles réalisés.</p> <p>En préparation de la visite du 02/10/2025, l'exploitant a par ailleurs fourni le rapport de maintenance du matériel incendie 2025 rédigé par la société Solution Incendie suite à sa visite du 15 au 17 avril 2025.</p> <p>Celui-ci met en avant les interventions d'entretien des extincteurs et conclut en l'absence de problème sur l'ensemble des équipements à l'issue de l'intervention.</p> <p>Le rapport met cependant en avant de défauts sur les portes coupe feu n° 1, 4, 8, 10, 12.</p> <p>Lors de la visite du 02/10/2025, l'exploitant précise que les problèmes sur les portes sont en cours</p>

de traitement. Il précise être dans l'attente de l'intervention de son prestataire Solution Incendie dont il présente un devis signé pour lequel une date d'intervention était demandée au plus tard au cours du mois de juin 2025. L'intervention n'a pas encore été menée à date de l'inspection.

Sur site l'inspection constate par échantillonnage que le contrôle des portes 1, 4 et 12 a bien été réalisé en avril 2025.

Constat : l'exploitant n'a pas pu justifier de la levée des non conformités détectées sur les portes coupes feu lors de la visite de contrôle d'avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018

Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)

Prescription contrôlée :

Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ;

[...]2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;

[...]

Constats :

L'exploitant précise que l'installation était historiquement classée au titre de la rubrique 1185 (ex rubrique 4801) compte tenu de la présence d'un groupe compresseur pour refroidir une cellule froide.

Lors de la reprise de l'installation par la société GIFI en 2019, cette chambre et le groupe froid associé ont été démantelés.

A ce jour, il n'existe que des équipements climatiques de faible charge en fluide frigorigène associés aux locaux administratifs du site.

D'après les documents dont dispose l'exploitant (devis et rapport 2025 d'entretien périodique des équipements) et des constats faits sur site par l'inspection, il y a 6 groupes extérieurs actuellement présents :

- 2 groupes avec une charge unitaire de fluide autour de 3,6 kg;
- 4 groupes avec un volume de fluide moindre (information précise non disponible), probablement inférieur à 2 kg.

Ces groupes sont pour au moins 3 d'entre eux alimentés par du fluide R410A. Le R410A est un HFC.

Bien que ne disposant pas du détail de leurs caractéristiques, au regard des équipements recensés, l'inspection considère que l'installation n'est plus concernée par la rubrique 1185 étant donné que la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 300 kg.

Ces éléments seront à préciser dans les compléments au dossier de porter à connaissance initialement déposé en 2020, complété en 2025 et actuellement en attente de complément de la part de l'exploitant.

Constat : l'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des justificatifs de la situation administrative au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération

Prescription contrôlée :

Règlement 2024/573 :

Article 13 - Restrictions d'utilisation ;

[....]

3.

[...] À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

[...]

Constats :

Le fluide frigorigène R410A est utilisé dans les équipements de l'établissement. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de le justifier pour certains des équipements, qui ne sont par ailleurs pas facilement accessibles.

Le PRP de ce gaz est de 2100.

Le rapport d'entretien des équipements du 4/11/2024 ne met pas en évidence de recharge en gaz.

Constat : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la nature du fluide frigorigène utilisé dans l'ensemble des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge [...] HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à

compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.
[...]

Constats :

L'exploitant a fourni une fiche d'intervention des équipements sans manipulation de fluide frigorigène datée du 4/11/2024.

Il a par ailleurs fourni 4 fiches d'intervention avec manipulation (CERFA n°1597*03) datées du 13/01/2023.

L'inspection note que l'archivage de ces fiches n'est pas exigible compte tenu de la nature et du volume de gaz concerné.

L'inspection note que ces fiches ne sont pas renseignées de manière exhaustive (absence du volume et de la nature du fluide sur certaines notamment). Par ailleurs au regard des équipements observés lors de l'inspection, il en manque 2.

L'exploitant précise qu'il a prévu de faire corriger cela lors du prochain contrôle prévu en novembre 2025.

Constat : les fiches d'intervention fournies par l'exploitant ne sont pas intégralement remplies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

Constats :

Pour les équipements dont l'information a été fournie par l'exploitant (cf. point de contrôle n°4) l'inspection note que le gaz utilisé est le HFC R410A

Ce gaz n'est pas concernés par l'interdiction.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

L'exploitant a fourni le contrat passé avec le groupe SOCOTEC daté du 14/11/2024 pour réaliser la vérification des installations de la chaufferie du site sur la période 2024-2028.
Il a par ailleurs fourni le rapport de vérification établi en 2025.

Ces documents mettent en évidence que l'installation comporte trois chaudières fonctionnant au gaz naturel (gaz de ville).

Sur site l'inspection constate que l'installation dispose de 3 corps de chauffe et d'une cheminée d'évacuation des gaz. La puissance de chaque corps de chauffe est de 1084 kW. Cela correspond aux installations telles que déclarées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance déposé en 2020 et mis à jour en 2025.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 9.2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets dans l'air		
Prescription contrôlée : <p>Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté (en m³/h) et des teneurs en oxygène et en oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère par les exutoires canalisés selon les méthodes normalisées en vigueur.</p>		
Conduits	Paramètres	Fréquence
n°1 à 3	Débit Concentration en O ₂ de référence NO _x en équivalent NO ₂	1 an
<p>[...]</p> <p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les résultats d'analyse sont adressés dès réception à l'inspection des installations accompagnés de commentaires explicatifs dans le cas de dépassement des limites fixées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>D'autres contrôles des rejets atmosphériques peuvent être réalisés sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>La fréquence de contrôle des rejets atmosphériques peut être modifiée à l'initiative de l'inspection des installations classées.</p>		
Constats : <p>L'exploitant a fourni le contrat passé avec le groupe SOCOTEC daté du 14/11/2024 pour réaliser la vérification des installations de la chaufferie du site sur la période 2024-2028.</p> <p>Il a par ailleurs fourni le rapport de vérification établi en 2025.</p> <p>Celui -ci présente uniquement un test de combustion ; débit et NO_x n'ont pas été mesurés.</p> <p>L'exploitant explique qu'il est probable que les mesures n'aient pas été faites compte tenu de la faible durée de fonctionnement de l'installation au cours des dernières années et donc de l'absence de conditions représentatives du fonctionnement de celle-ci. Il ne fournit cependant</p>		

pas de justificatif sur ce fonctionnement.
Il ne retrouve pas de mesures sur les années antérieures.

Constat : l'exploitant ne procède pas à des mesures annuelles par un organisme agréé des rejets atmosphériques (débit et NOx) des chaudières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Constats :

L'exploitant précise qu'à sa connaissance depuis la mise en service de la chaufferie en 2019, celle-ci n'a été mise en marche que ponctuellement et que seul un entretien préventif a été réalisé annuellement. Il fournit le rapport de contrôle du 15/09/2025 au cours duquel seul un test de combustion a été réalisé. Il n'est pas en mesure lors de l'inspection de fournir d'autres justificatifs sur les actions réalisées sur l'installation.

Constat : l'exploitant n'a pas présenté le livret de chaufferie de son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Conduits de rejets et installation raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3.1.4.2 et 3.1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets canalisés

Prescription contrôlée :

art 3.1.4.3

[...]

N° de conduit	[...]	[...]
1 à 3	[...]	[...]

art 3.1.4.2

Les principaux rejets canalisés se font par les conduits définis dans le tableau ci-dessous :

Bâtiment Chaufferie	Installations raccordées	Puissance thermique totale (kW)
	chaudière	1084
	chaudière	1084
	chaudière	1084

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que le local chaufferie ne dispose que d'une cheminée de rejet pour les trois corps de chauffe.

Les caractéristiques de l'installation de combustion sont à actualiser au travers du dossier de

porter à connaissance en cours d'instruction.

Constat : l'exploitant n'a pas notifié au préfet la modification intervenue sur l'évacuation des fumées des chaudières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3.1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air

Prescription contrôlée :

Vitesse d'éjection

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à la valeur suivante.

N° de conduit	Rejets des fumées des installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1 à 3	NOx, poussières, SO ₂	5

Hauteur de cheminée

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

La hauteur minimale de la cheminée associée aux trois chaudières est de 6 mètres.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure d'apporter des éléments sur ce point.

Constat : l'exploitant ne fournit pas d'éléments sur la vitesse d'éjection des fumées et le dimensionnement de la cheminée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois